

fernentbirane@gmail.com - Blog : <http://fernent.blog4ever.com/articles> - facebook : <https://www.facebook.com/profile.php> - <https://www.facebook.com/fernentbirane/> - twitter : <https://twitter.com/FBirane>

Devenu président de l'Assemblée Nationale après son limogeage, le leader incontesté de Pastef lutte fort justement contre l'instrumentalisation du pouvoir Exécutif pour créer une crise institutionnelle afin de justifier l'état d'exception qui peut plonger le pays dans un chaos mortifère. Ses mises en garde contre le

piège des provocations relèvent d'un sens profond de responsabilité que le pouvoir Exécutif devrait prendre en compte.

A l'applaudimètre, l'ovation du 1^{er} congrès de Pastef adressée au Venezuela et à la Palestine ne doit pas nous faire ignorer les liens apparents anti-panafricains avec le FRP du Rwanda néocolonial et pro-sioniste qui déstabilise au profit des Firmes impérialistes US/UE et Britanniques le pays de Lumumba, Mulélé, Kabila père par des mercenaires Hima-Tutsis interposés. L'orientation panafricaine affichée est incompatible avec cette liaison dangereuse tout comme les Senghor, Houphouët, Mobutu, Eyadéma, etc « dialoguaient » avec le régime d'apartheid sud-africain.

Pastef s'est dans ce congrès mis en rang serré pour la reconquête du pouvoir souverainiste que les forces de la restauration néocoloniale tentent de mettre en œuvre au Sénégal. Le recul d'aujourd'hui doit être surmonté en remettant au centre Pastef dans sa capacité à compléter le leadership populaire de notre président de parti par sa liaison organique du sommet

à la base avec le peuple.

Le leadership personnalisé et individualisé est une étape nécessaire pour aller résolument vers un leadership collectif et collégial dont la devise doit être « ne jamais croire à une victoire facile » (Amilcar Cabral) pour que l'actuelle génération « accomplisse sa mission et non la trahir » (Frantz Fanon). Il faut former les militants et élever la conscience politique du peuple.

Le « bloc populaire » qui rassemble les représentants politiques des classes sociales souverainistes – bourgeoisies nationales, féodaux religieux, ouvriers, paysans, éleveurs, pêcheurs, travailleurs de l'informel sous direction de la petite bourgeoisie intellectuelle – doit mettre en œuvre l'unité, critique, unité et la centralisation de l'action politique pour débarrasser le pays du néocolonialisme et de l'oppression impérialiste.

Le 1^{er} congrès met en route la reconquête du pouvoir, tous sur le pont du sommet à la base !

09/06/26

SÉNÉGAL : NOUVELLE CONDITION DE LA LUTTE **POUR LA SOUVERAINETÉ NATIONALE PANAFRICAINNE**

Diagne Fodé Roland

Une bifurcation de la marche vers la souveraineté nationale vient d'être imposée par la cohabitation entre les pouvoirs Exécutif et Législatif dans notre pays. Le limogeage s'est transformé en élection au perchoir de l'ex-premier ministre et plus de 10 jours après la nomination d'un nouveau premier ministre un gouvernement est enfin formé.

On assiste donc à un transfert de la cohabitation entre présidence et primature à la cohabitation entre pouvoirs Exécutif et Législatif.

Le nouvel Exécutif proclame qu'il « ne change pas de cap mais de méthode » alors que la majorité souverainiste législative déclare que « l'on ne peut pas faire du Pastef sans Pastef ». De façon écrasante chez les militants souverainistes et dans le peuple le limogeage de l'ex-premier ministre, leader du camp souverainiste fait l'objet d'un fort mécontentement même si la crainte du chaos est aussi exprimée. La déception de la division contre laquelle nous n'avons cessé de lutter en défendant la tactique de « l'unité, critique, unité » est exprimée dans les palabres au sein du peuple. La présidence est perçue à

raison comme fautrice de la division du camp souverainiste en raison du penchant à subordonner l'exigence de justice par la reddition des comptes financiers et des crimes de sang à des « dialogues » avec les caciques du chaos répressif fascisant que l'autocratie APR/BBY a fait subir aux militants souverainistes, au peuple et au pays de 2021 à 2024.

La division plonge aussi ses racines dans la recherche de solution à l'insupportable plègue qu'est le gouffre financier d'un endettement atteignant plus de 130% du PIB (23 mille milliards du franc colonial CFA et près de 5 mille milliards de dette cachée à la fois au pouvoir législatif et au peuple avec la complicité du FMI/BM).

Deux « méthodes » ont opposé le président et l'ex-premier ministre. Le second refusant clairement le diktat de la « restructuration de la dette » exigée par le FMI, la françafrique, l'eurafrrique et l'usafrrique en privilégiant la mobilisation des ressources internes, l'emprunt sur les marchés régionaux et des Investissements Directs Étrangers (IDE) alternatifs dans le cadre des relations bilatérales diversifiées et le premier cédant aux sirènes du camp néocolonial



vassales des institutions de Bretton Woods. C'est ainsi que nous devons clairement voir que l'ambition personnalisée prématurée pour la présidentielle de 2029 n'est qu'un voile qui couvre l'enjeu fondamental : souverainisme ou néocolonialisme. Le libéralisme, politique économique mondialiste, conduit fatalement à des prises de guerre du système néocolonial impérialiste. Or cette question fondamentale est ignorée par l'illusion de l'émergence d'un capitalisme national souverainiste dans une économie extravertie où la bourgeoisie affairiste est essentiellement non industrielle mais commerciale et est donc prisonnière de « l'import-import » pendant que la paysannerie est cadennassée dans les griffes des féodaux, notamment maraboutiques, des bourgeois agraires locaux et des agrobusiness impérialistes qui, tous mondialistes, produisent pour exporter pendant que la consommation nationale dépend des importations. Le libéralisme est donc une idéologie nocive qui engendre la mutation de l'alternative souverainiste en alternance bourgeoise néocoloniale.

Voilà le contexte socio-économique dans lequel la mise en garde du communiste révolutionnaire Amilcar Cabral selon laquelle « il ne faut pas croire à une victoire facile » tonne au-dessus dans le ciel des illusions confondant victoires électorales et libération nationale.

La résistance révolutionnaire du peuple chèrement payée à l'autocratie de l'APR/BBY a débouché sur une victoire électorale du camp souverainiste contre le camp néocolonial dans un pays où 85% de l'économie sont entre les mains des Monopoles capitalistes français par le biais de privatisations-bradages des secteurs stratégiques à l'exception de l'électricité, dont la monnaie est coloniale et dont l'activité productive extractive et agricole est structurellement extravertie. Structurellement coloniale, la mondialisation intègre nos économies dans la division internationale entre Nations, États oppresseurs et nations et États opprimés.

Le camp souverainiste a indéniablement un leadership issu de Pastef qui a montré sa détermination combative et sa volonté à ne pas céder aux pressions néo-coloniales et impérialistes.

Mais aussi il faut le dire clairement, apprendre de ses

erreurs est le propre de l'esprit révolutionnaire qui se veut conséquent. Il nous a manqué une direction collégiale capable de maintenir et développer, notamment en formant les militants pas seulement des « experts » même si ils sont nécessaires, et en développant la liaison indispensable avec la base, les classes laborieuses et le peuple. L'après 1er congrès de Pastef doit s'atteler à cette tâche difficile mais réalisable.

Dans le contexte du « quatrième de sous sol » qui a motivé le PRES (plan de redressement économique et social), la cohabitation entre pouvoirs Exécutif et Législatif va nécessiter une tactique serrée à portée stratégique pour frayer à nouveau le chemin de la reconquête du pouvoir Exécutif par Pastef en 2029.

Dans cette perspective la majorité souverainiste doit voter les lois qui soulagent le peuple, amender et/ou retoquer celles qui vont dans le sens contraire, faire des propositions de lois qui protègent les droits démocratiques et améliorent le sort du peuple, contrôler la gestion gouvernementale mais n'user du vote de censure pour renverser le gouvernement que si c'est vraiment vital pour le peuple.

Sur ce chemin ardu, notre camp souverainiste doit se préparer à ce que le camp néocolonial pro-impérialiste soit tenté par une fuite en avant en usant et abusant du présidentielisme autoritaire pour éviter la défaite du projet de retour en arrière. Voilà pourquoi nous n'avons pas cessé d'appeler, depuis les Assises Nationales, à l'ouverture d'un vaste débat sur le régime parlementaire adossé à la démocratie participative populaire. Le régime parlementaire est un régime des partis qui, non seulement met fin à cette floraison de partis politiques mangeoires, mais aussi rompt la personnalisation, l'individualisation outrancière présidentialiste de la vie politique.

La bataille perdue par le limogeage a été rattrapée par l'élection de l'ex-premier ministre comme président de l'Assemblée Nationale, le nouveau gouvernement a fait des prises de butins d'ex-ministres alliés et des militants de Pastef dont l'un est auteur de livres avec notre leader, à nous maintenant de gagner les batailles à venir parce que l'avenir appartient au souverainisme panafricain révolutionnaire.

02/06/26

ETUDE COMPAREE DES SALAIRES POLITIQUES **PAR LE PARTI COMMUNISTE DU BENIN**

reçu de La Flamme, organe central du PCB

Le 5 juin 2026, le Président Romuald WADAGNI a nommé les ministres-conseillers à l'instar du

gouvernement passé. Ces nominations ont suscité une indignation générale au sein de la population qui y

perçoit une distribution de postes budgétivores à des partisans. Beaucoup disent qu'en réalité, il y a de l'argent dans le pays pour mieux s'occuper des gens de l'éducation, de la santé, des ouvriers, des employés, des gagne-petits, etc.... Mais au lieu de cela, l'argent du pays est accaparé au profit des dirigeants politiques et des grands électeurs. Cela amène à aller examiner le traitement salarial pour les fonctions politiques d'une part et celui des ouvriers et employés d'autre part.

1- Salaires politiques par décret n°2017-510 du 13 décembre 2017

Les salaires des Directeurs de Cabinet, des Secrétaires Généraux des ministères sont fixés, comme suit : Le Directeur de Cabinet est à 2.300.000 FCFA le mois, son Adjoint est à 1.800.000 FCFA, le Secrétaire Général est à 2.200.000 FCFA et le Secrétaire Général Adjoint est à 1.700.000 FCFA sans compter les avantages liés à leurs fonctions. Avec le

décret n° 2017-042 du 25 janvier 2017, les rémunérations des préfets sont réévaluées à 5.000.000 FCFA au moins le mois, celles de leurs Secrétaires à plus de 2.000.000. Les députés de base gagnent au minimum cinq millions vingt sept mille (5.027.000) FCFA sans compter les accessoires. Au niveau des Mairies, le Décret n°2022-190 du 16 mars 2022 réévalue également les salaires avec les traitements que voici : Maires des Communes à Statut Particulier (Cotonou, Abomey, Calavi, Parakou, Porto-Novo : au moins 3.000.000 FCFA). Maires des Communes à Statut Intermédiaire : 2.000.000 FCFA par mois. Maires des Communes à Statut Ordinaire : 1.000.000 FCFA par mois. Les Directeurs des Agences telles que ANPE, CNSR, ANIP, etc. sont au moins à 5.000.000 FCFA. Le Président Talon a pris soin de cacher soigneusement et pendant dix ans, malgré les injonctions de la Cour Constitutionnelle, les salaires des membres de son Gouvernement et de ses conseillers techniques. Joseph Djogbénou, alors ministre de la Justice, disait à propos de ces salaires qu'il y avait deux catégories de ministres : les ministres "Tchigan" (de luxe) et les ministres "Tchivi" (bas prix). Ces derniers se situeraient aux alentours d'une dizaine de millions. Avec cela, on imagine ce que coûtent au peuple les responsables et membres des institutions. 2- Comparaison avec les salaires des travailleurs (ouvriers et employés) Alors que depuis 2017, les salaires politiques étaient déjà relevés, ce n'est qu'en janvier 2023 que le SMIG



(salaire minimum interprofessionnel garanti) est passé de 40.000 à 52.000 FCFA le mois, et ceci après des luttes âpres des travailleurs. Ainsi donc, le Député, le Préfet, le Directeur Général d'Agence qui ont comme salaire brut 5.000.000 FCFA gagnent chacun en un mois le salaire de cent (100) ouvriers de GDIZ. Ce qui fait huit (08) ans de salaire d'un ouvrier qui est payé au SMIG (52.000FCFA par mois). De même, ces responsables politiques touchent chacun par mois le salaire de cinquante (50) AME du secondaire ou 4 ans de salaire de ce dernier. Au niveau des professeurs AME du supérieur (payés à 160.000 FCFA par mois avec 40.000F de primes de logement), un seul Député gagne comme salaire mensuel le revenu de trente-un (31) AME ou deux ans de salaire de chacun d'entre eux. Si l'on prend les enseignants agents de l'Etat, le Député ou le Préfet gagne au moins quinze (15) fois le salaire d'un instituteur en fin de carrière (B1-12) et au moins vingt-cinq (25) fois celui

à C1-12. Au niveau de la santé, une Sage-femme avec 25 ans de carrière (B1-7) est à 180.656 FCFA ; le Député gagne vingt-sept (27) fois au moins son salaire. Les policiers subalternes et les soldats de base ne sont pas logés à meilleure enseigne que les autres fonctionnaires ordinaires.

3- Comparaison avec des pays de la sous-région et de l'extérieur

a- Au Sénégal Le salaire du Député de base est de 1.300.000 CFA représentant 20 fois le SMIG fixé à 64.300. Observons que le niveau de production du Sénégal calculé par rapport à son PIB est évalué à 40,47 milliards de dollars en 2026 contre 27,79 pour le Bénin. Ainsi, le Député béninois gagne quatre (04) fois le salaire du Député sénégalais alors que la production du pays est moindre. b- En Côte-d'Ivoire Le salaire du Député de base est à 2.600.000FCFA, soit trente quatre (34) fois le SMIG qui est à 75.000FCFA. Le Député béninois gagne deux (02) fois plus que le Député ivoirien dont le PIB du pays (112,1 milliards de dollars) est quatre (04) fois supérieur à celui du Bénin.

c- En France Le Député de base en France est à 7.600 Euros soit 5.010.00 FCFA environ. Le député béninois gagne autant que le Député français dont le pays a un PIB de 3.600 milliards de dollars soit cent trente-trois (133) fois celui du Bénin. Par ailleurs, le salaire du Député français équivaut à quatre (04) fois le SMIG qui est à 1800 Euros.

4- Conclusion

Les salaires des responsables politiques pris en compte ne comprennent pas les accessoires et les avantages divers liés à leur fonction ; alors que les ouvriers sont au SMIG strict que même beaucoup d'entre eux ne perçoivent pas. Ces salaires scandaleux des responsables politiques (plus de 100 fois le SMIG), sans aucune correspondance avec la situation de nombreux pays et le niveau de production du nôtre servent finalement à entretenir "les grands électeurs" pour le maintien du système autocratique. Ces salaires des dirigeants politiques servent également de caution

aux écarts monstrueux existant dans les entreprises (Port, SBEE, Banques, Industries, BTP, etc.) entre les dirigeants et les employés. Les leçons sont claires : Au Bénin, on ne paie pas le travail, mais la fonction politique pour faire des bénéficiaires des bénis oui-oui comme sous le colonisateur. Inadmissible ! On comprend pourquoi une grande partie de la jeunesse est attirée par le carriérisme politique. C'est là également un des éléments essentiels de la planification de la faim dans le pays par le pouvoir de la Rupture. Il faut rompre avec cette politique.

CENT ANS DE ABDOULAYE WADE : QUE DOIT-ON CÉLÉBRER ?

Par LE BLOG DE NIOXOR TINE

L'alternance de 2000, la première dans notre pays, qui a consacré la fin de quarante années de règne de l'UPS—P"S", avait contribué à faire sauter le verrou, qui bloquait la vie politique de notre pays et le maintenait dans un immobilisme affligeant. Malheureusement, depuis lors, les régimes successifs de Me Abdoulaye Wade et du président Macky Sall, malgré la réalisation d'importantes infrastructures, peinent à rompre avec l'héritage désastreux en matière de déséquilibre institutionnel et de mal-gouvernance.

UNE CONTINUITÉ CONSTERNANTE

Dès son accession au pouvoir, le président Wade ayant clairement opté pour l'instrumentalisation des institutions à des fins de conservation du pouvoir, allait accentuer le caractère présidentieliste de notre régime politique, à travers son référendum du 7 janvier 2001. Cela se traduisit par un recul démocratique, l'atteinte aux droits et libertés et la multiplication de scandales financiers.

Pour y remédier, des partis de gauche alliés à la société civile, lancèrent, au lendemain de la mascarade électorale de février 2007, les Assises Nationales du Sénégal avec pour objectifs principaux la refondation institutionnelle, l'émergence citoyenne et la restauration de la souveraineté nationale. Cette initiative permit d'impulser



les luttes politiques et citoyennes, aboutissant à la défaite politique des libéraux aux élections locales de 2009, à la grandiose journée du 23 juin 2011 et enfin à la deuxième alternance, qui survint, le 25 mars 2012.

Tout le monde s'attendait, alors, à la mise en œuvre de réformes pour corriger le dérèglement institutionnel, qui datait de l'ère senghorienne, mais avait atteint son paroxysme sous le magistère du président Wade. Le nouvel homme fort, Macky Sall, avait certes toujours gardé une certaine distance, par

rapport à cette dynamique citoyenne, mais il avait fini par rejoindre le Peuple des Assises, quand il avait eu besoin de leur soutien électoral, dans l'entre-deux tours de la présidentielle de 2012. C'est ainsi qu'une fois élu, il mettra en place la CNRI présidée par le Président Amadou Mahtar MBOW et un Comité de suivi de la mise en œuvre des conclusions des Assises Nationales.

Malheureusement, force est de constater que la coalition Benno Bokk Yaakar va finir par faire comme la CAP21, la coalition du président Wade et qu'aucune des réformes-phares attendues pour un équilibre des institutions et la responsabilisation citoyenne n'a été retenue dans le projet de réforme constitutionnelle soumis au référendum du 20 mars 2016.

Élu pour corriger les tares de notre système politique que le précédent régime libéral avait accentuées jusqu'à la caricature, Macky Sall va placer son premier mandat sous le signe de la primauté de ses intérêts politiques étroits. Refusant de faire preuve de hauteur, en se déchargeant de sa fonction de Président de l'APR, il a instauré un leadership autoritaire et façonné les politiques publiques selon des critères politiques et électoralistes, qui viennent de faire la preuve de leur redoutable efficacité, lors des dernières présidentielles du 24 février dernier. Il a, en effet, fait un mapping astucieux entre ses réalisations et la carte électorale, en veillant à ce que le maximum de communes rurales soient servies. Dans les grands centres urbains, par contre, il s'est évertué à débaucher les porteurs de voix, par le biais de la transhumance honnie, facilitée par la garantie d'impunité, les mallettes d'argent et surtout la neutralisation du maire de Dakar et celle du candidat du PDS.

UNE VICTOIRE ARTIFICIELLE

Nous voyons donc, que la victoire électorale du candidat Macky Sall, loin de traduire, le renouvellement d'un pacte de confiance avec le peuple est tout à fait artificielle, étant le fruit de manipulations politiciennes et ayant été obtenue au forceps, en s'adossant à l'appareil d'État et en actionnant divers leviers (promotion du vote affectif basé sur l'ethnie, la confrérie, la proximité géographique, stigmatisation des adversaires politiques, corruption électorale, mise en scène hollywoodienne de meetings électoraux,...).

C'est cela qui peut expliquer le fait que le président, réélu avec une majorité confortable de 58,27%, ait paradoxalement vite fait d'appeler au dialogue, adoptant une posture si humble, qu'elle en devient invraisemblable voire inquiétante, comme si elle annonçait un nouveau coup fourré.

Car, à quoi peuvent donc avoir servi, ces élections, parmi les plus chères de notre histoire politique, si elles n'ont pas réussi à dégager une majorité claire, forte et stable pour aborder la délicate phase de transition de notre Nation vers son nouveau statut de pays pétrolier ?

Il est vrai qu'au bout du compte, le candidat sortant, pour avoir royalement ignoré voire piétiné les règles de bienséance démocratique, pour avoir usé et abusé de pratiques déloyales et corruptrices, a lui-même semé les germes d'un contentieux plus politique qu'électoral. Parce qu'en réalité et comme l'a reconnu un éminent homme politique, peu écouté et souvent mal compris, il ne s'agit pas seulement de décompte arithmétique des voix.

En quoi, la Coalition au pouvoir a-t-elle accru le niveau d'adhésion des masses populaires à son projet politique, qui exhale de forts relents de soumission à l'Étranger ? Ce Plan Sénégal Émergent n'est-il pas simplement un condensé des recettes éculées des officines financières internationales, dont on trouve des duplicata dans plusieurs autres pays africains ? Comment expliquer le peu d'impact électoral des grands projets dits structurants ? Cela ne confirme-t-il pas cette accusation de gaspillage d'importantes ressources financières dans des projets non prioritaires ? En dehors du PUDC, qui fait presque l'unanimité, ce sont plutôt les programmes clientélistes dédiés à la distribution d'espèces sonnantes et trébuchantes (bourses de sécurité familiale) ou de crédits à remboursement hypothétique (Direction à l'Entreprenariat Rapide), qui auront fait la différence.

DES LENDEMAINS INCERTAINS

Nous nous trouvons, donc, à l'orée d'un second mandat plein d'incertitudes.

Les officines financières internationales piaffent d'impatience et réclament l'application des programmes d'austérité gelés à cause des élections. La cohésion de la Coalition au pouvoir va forcément pâtir des ambitions politiques aussi bien des partis alliés, qui se font déjà entendre, que de membres d'un parti présidentiel, dont la structuration a été délibérément gelée, pour préserver la suprématie de certains clans et leur garantir une totale liberté de manœuvre.

Il est vrai, qu'entretemps, notre vie politique a changé de paradigme, caractérisée par la découverte des gisements pétroliers et gaziers, convoités par les puissances économiques mondiales. Cela a considérablement augmenté la marge de manœuvre de notre Président, dont les frasques antidémocratiques sont passées par pertes et profits et donnent de plus en plus à notre pays l'image d'une autocratie électorale.

Au-delà de l'hyper-présidentialisme doublé de l'instrumentalisation des institutions législative et judiciaire, nous assistons à un remaniement profond de notre système politique, illustré par la loi sur le parrainage citoyen, qui a fini de défigurer nos pratiques électorales, mais aussi par la tentative de mise au pas des contre-pouvoirs (Presse, société civile...). À travers ces mesures, qui comprennent la corruption et la transhumance politiques, on cherche à sécuriser la mainmise sur nos nouvelles richesses, au prix d'alternances superficielles et inoffensives en lieu et place de véritables alternatives sociopolitiques.

Il est clair que cette plateforme politique, qui occulte les intérêts des masses populaires, peut parfaitement convenir à plusieurs composantes de notre système politique, qui font table rase des enjeux d'indépendance nationale, de souveraineté économique et de justice sociale.

Nous voyons donc, que les alternances survenues en 2000 et 2012, loin de se traduire par un approfondissement de la démocratie et une gestion plus vertueuse des affaires publiques, n'ont fait qu'aggraver les tares observées durant le long règne de l'UPS-P"S". Il s'y ajoute que certaines organisations, qui, dans le passé, avaient toujours symbolisé la lutte contre l'injustice et pour le progrès social, se sont laissées piéger par les artifices de la démocratie bourgeoise, se disputant des strapontins ou des prébendes, prêts à justifier toutes les forfaitures de l'État bourgeois.

Il n'est pas trop tard pour se ressaisir et imposer un dialogue politique, qui restaure le libre jeu de la

COMMUNIQUÉ DU CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HONORAIRE JOSEPH KABILA KABANGE DE LA RDC

Le Président de la République Honoraire Joseph Kabila Kabange a appris avec étonnement la décision du gouvernement américain le visant, décision qu'il considère profondément injustifiée, politiquement motivée et fondée sur des accusations non étayées de preuves irréfutables. Depuis 2001, année de son accession au pouvoir, jusqu'en 2019, Joseph Kabila a consacré son action à la réunification du territoire national, à la pacification progressive du pays, à la réconciliation des Congolais, à la reconstruction de l'État et à la stabilisation de la région des Grands Lacs. C'est sous sa présidence que la RDC est sortie d'une guerre régionale dévastatrice, a retrouvé son unité institutionnelle et a connu, pour la première fois de son histoire, une passation pacifique et civilisée du pouvoir au sommet de l'État. La décision américaine est d'autant plus étonnante qu'elle se fonde sur le narratif du pouvoir de Kinshasa qui avait été incapable de soutenir les accusations formulées contre lui par la moindre preuve devant la justice militaire congolaise pourtant aux ordres. Elle risque donc d'être perçue, en République Démocratique du Congo, en Afrique et dans le monde comme un soutien à la dictature et à la tyrannie, un blanc-seing à l'écrasement de toute voix qui s'élève contre la corruption, la prédation et la confiscation de l'État; bref, une caution à un pouvoir qui substitue un clan à l'État, confond règlement de comptes et justice, use et abuse des prétextes d'ordre sécuritaire pour réprimer et éliminer toute voix dissidente. Le Président Joseph Kabila réaffirme son attachement à l'unité nationale, à

l'intégrité territoriale de la RDC, à la paix dans son pays comme dans la région des Grands Lacs et à une solution politique inclusive à la crise congolaise. Il en appelle à ce que l'implication des États-Unis d'Amérique contribue effectivement à la recherche d'une solution durable aux problèmes de la RDC, qui ne sont pas que sécuritaires et ne concernent pas que l'Est du pays. Ils sont aussi et plus fondamentalement des problèmes de gouvernance politique et économique, avec des répercussions sur l'ensemble du territoire national. La paix ne se construira donc pas en criminalisant ceux qui appellent à la bonne gouvernance, à la responsabilité, à la justice et à la réconciliation nationale. Le Président Joseph Kabila se réserve le droit d'instruire ses conseils d'activer les voies légales appropriées afin de contester la décision prise contre lui, d'exiger les éléments vérifiables ayant fondé cette désignation et de défendre son honneur, son parcours et sa contribution historique à la stabilité de la RDC. Dans tous les cas, faire échec à tout pouvoir qui s'exerce en violation de la Constitution étant, aux termes de l'article 64 de cette dernière, un devoir impératif pour tout citoyen, le Président Joseph Kabila rassure le peuple Congolais, principale victime de la gouvernance actuelle du pays, de sa détermination à œuvrer sans relâche, envers et contre toute forme de pression, pour mettre fin à la dictature et rétablir la démocratie, l'état de droit et la cohésion nationale, conditions d'une paix véritable et durable en République Démocratique du Congo.

Le 30 Avril 2026

DECLARATION DU FRONT « NATIONALISTE » DU LIBAN « Appel au salut national : rejet de la voie des négociations capitulationnistes et de la réunion de Washington, vouée à l'échec »

Fils de notre grand peuple, vous qui tenez bon face à la machine de guerre et à l'agression, À un moment crucial de l'histoire de notre nation, alors que l'État libanais aurait dû s'appuyer sur sa force sur le terrain et sur le soutien populaire pour affirmer sa dignité et sa souveraineté, nous avons été consternés par la précipitation des autorités à signer à Washington ce qu'on a appelé l'« Accord-cadre tripartite ». Cet accord ne représente pas un pas vers la souveraineté ; il s'agit plutôt d'un instrument de

capitulation qui légitime l'occupation et se plie aux diktats américains et sionistes au prix du sang des martyrs et des sacrifices des personnes déplacées. Le Front « nationaliste », fort de sa responsabilité historique et nationale, lance cet appel urgent et ouvert :

Premièrement : Appeler l'État à reconsidérer immédiatement le processus de négociation :

Le Front national exige que l'État libanais, dans l'ensemble de ses composantes et institutions,

abandonne immédiatement et sans condition cette voie de négociation stérile et capitulationniste, qui a asservi le Liban à des arrangements sécuritaires humiliants. Persister dans cette voie revient à un suicide politique et à une capitulation flagrante de la souveraineté nationale.

Deuxièmement : un appel aux dirigeants de l'armée libanaise, à ses officiers et à ses soldats :

Nous appelons le commandement de l'Armée libanaise, institution garante de l'unité et de la dignité de la nation, à rejeter toute clause de capitulation dans cet accord et à refuser de céder aux exigences sécuritaires de l'ennemi sioniste. Toute tentative d'impliquer l'armée comme gardienne des arrangements de l'occupation dans des « zones expérimentales » ou des ceintures de sécurité nouvellement créées constitue une conspiration contre sa doctrine de combat. Nous sommes convaincus que notre armée nationale restera un rempart pour la nation, rejetant tout diktat qui diminue ses sacrifices.

Troisièmement : Manquer des occasions historiques et s'allier à l'ennemi : Le Front national perçoit la position de défaite de l'État, alignée sur les souhaits américains, comme une soumission flagrante à l'agenda de l'ennemi. L'incapacité du négociateur libanais à exploiter les voies internationales et

régionales parallèles, telles que la voie pakistanaise et d'autres rapports de force qui auraient pu servir à renforcer la position du Liban et à protéger ses arrières, révèle une absence totale de vision stratégique et une soumission absolue à la volonté de Washington. De ce fait, les négociations se sont transformées en une tribune pour imposer les conditions de l'occupation plutôt que pour les contester.

Quatrièmement : Appeler à un large mouvement politique et populaire pour renverser l'accord imparfait : Le Front national annonce le lancement d'un vaste et durable mouvement politique et populaire, et appelle toutes les forces nationales actives, les partis, les syndicats, les militants intègres et tous les citoyens résistants à rejoindre ce mouvement pour rejeter cet accord imparfait, car le silence aujourd'hui équivaut à la capitulation et à la soumission. Il est indispensable de mobiliser un large front national pour contrer les effets de ce cadre capitulationniste dès ses débuts.

La souveraineté est indivisible, la dignité nationale n'est pas sujette à compromis dans les capitales de la conspiration, et la voix de la vérité, de la résistance et du rejet restera la plus forte.

Beyrouth, 26 juin 2026

DE LA COMMUNE DE PARIS AUX BATAILLES HÉROÏQUES DES RÉSISTANTS DU SUD-LIBAN

Leila Ghanem, militante communiste

À ceux qui doutent de la capacité des peuples à combattre des forces qui les surpassent en nombre, à ceux qui ne cessent de propager le discours défaitiste du désespoir, du doute sur la capacité de la résistance, en Palestine, au Liban en Iran et au Yémen, à remporter la victoire malgré le grand déséquilibre du rapport de forces, de l'ampleur des pertes et des sacrifices, voici ce que Ho Chi Minh dit en réponse à ceux qui mettaient en doute la victoire contre la France impériale à l'époque (1951) : « À cause du déséquilibre de pouvoir, certains comparaient notre résistance à une bataille des sauterelles contre les éléphants. Dans une certaine mesure, pour ceux qui ne voient que le côté physique et éphémère des choses, cela ressemblait vraiment. Face aux avions et à l'artillerie ennemis, nous n'avions que des lances de



bambou dans nos mains.... Nous regardons non seulement le présent, mais aussi l'avenir; nous plaçons notre confiance dans la force et le moral du peuple. Par conséquent, nous répondons fermement aux hésitants et pessimistes : 'Aujourd'hui, oui, c'est la sauterelle qui ose tenir tête aux éléphants. Demain, l'éléphant laissera sa peau derrière lui' »...

Nos combattants ont fait déjà leurs preuves : victoire en 2000, victoire en 2006, après 33 jours de combats héroïques.

Ils n'étaient pas plus que 1.000 guérilleros avec du matériel de bord (Katiouchas et B-7 (mortiers sur épaule) hérités du Fatah, contre toute une armada israélienne des plus sophistiquée, dite la 5ème plus puissante armée dotée des chars Merkava et d'une protection aérienne made in USA : F35, Furtif et Apache ...

Aujourd'hui, l'entité sioniste a été dotée par l'occident impérialiste d'armes de destruction massive et c'est la première fois dans l'histoire, que des armes de destruction massive sont utilisées contre des guérilleros. Les bombes de 1 et 2 tonnes, BLU-109

(anti-bunker), MK-84 (d'environ 1 tonne) déversées surtout en Banlieue Sud de Beyrouth pour assassiner la direction militaire de la résistance : Al-Radwan le 20 septembre et du leader historique Hassan Nasrallah le 27 septembre 2024 à Beyrouth, lors d'une frappe israélienne contre son abri souterrain.

Pour tuer le guide iranien, et l'État Major iranien, et les membres du gouvernement, Trump a annoncé à la Knesset que son aviation et celle d'Israël avaient utilisé des avions de chasse B2 porteurs de bombes de 2 tonnes...

On a vu opérer à Khiam, à Bint- Jbeil, à Aytaroun, à Arnoun, au Sud-Liban, des combattants légendaires se battant à « distance zéro » avec leurs corps et leurs mitraillettes contre un ennemi dont les soldats restaient blottis dans leurs chars. La bataille de Wadi El-Hojeir, est entrée dans l'Histoire, 40 Merkava israéliens ont été détruits par des combattants opérant à pied, sortant des maquis, ou des tunnels sautant sur les chars ennemis.

Donc, distance Zéro face à un ennemi lâche et sanguinaire, qui tue à distance, s'attaquant aux civils, aux femmes, aux enfants. Aucune bataille israélienne ne fut gagnée dans un combat terrestre, aucune.

Pendant la bataille de 66 jours (du 1er octobre 2024, au 5 décembre 2024), les israéliens ont engagé 150.000 soldats pour tenter d'envahir le Liban...

Or, Malgré la suprématie militaire israélienne, toute azimuth, les résistants entraînés, d'agir en cas de rupture avec la direction, comme les comités de quartiers de chaque village, sont passés « au plan B », en guerre de guérilla, et réussis à empêcher l'ennemi d'avancer avec leurs chars, ne serait-ce, d'un seul kilomètre... Au 66ème jour, Israël a demandé un cessez-le-feu et le Hezbollah l'avait accepté pour permettre aux réfugiés de rentrer dans leurs villages, et pour pouvoir se réorganiser, à savoir : changer de système de communication, neutraliser l'infiltration dans son organisation, et se procurer des armes nouvelles adaptées à un nouveau concept de combat...

A partir du 2 mars, en concomitance avec la frappe israélo-américaine sur l'Iran, le Hezbollah rompt ce cessez-le-feu et déclenche une bataille de guérilla

toujours en cours, en utilisant des techniques simples et se dotant des procédés qui échappent surtout au contrôle du système électronique ennemi et de leurs satellites, en se servant des nouvelles armes fabriquées manuellement et peu coûteuses comme les dromes d'attaque FPV à fibre optique non détectables. Plus tard, ils ont introduit, Al-MAZ-3 (dromes à portée de 16 Kms que le Hezbollah a piraté aux israéliens dans les batailles et qu'il a fait évoluer...

Trois batailles doivent être incrustées dans la mémoire des militants anticolonialistes et anti-impérialistes : ce sont celles de Khiam, surnommée

Stalingrad, tellement cette ville est imprenable malgré l'acharnement de l'aviation qui l'a détruite du côté nord mais les combattants qui connaissent le terrain sortent le moment propice des tunnels pour mener un combat de rue et empêcher l'ennemi de s'établir.

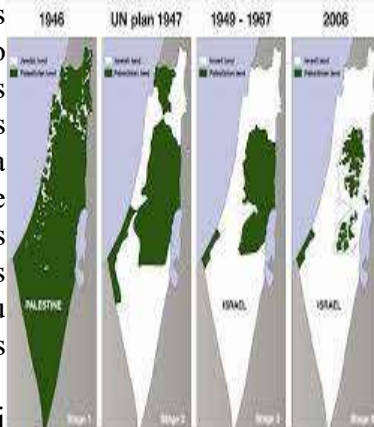
Bint Jbeil, la ville qui est la plus proche de la Palestine occupée à 3 kms, bien qu'elle soit quasiment détruite ; les guérilleros de tunnels mènent des opérations quotidiennes contre

l'occupant. Bint Jbeil, le chef-lieu de Jabal Amel, n'est pas à sa première bataille : en 78, Israël l'avait assiégée 3 mois, ce sont 14 combattants du FPLP qui ont réussi à desserrer l'étau de la ville en menant une opération suicide contre le siège central des attroupements ennemis.

Bint Jbeil a été choisie par Nasrallah l'année 2000 pour fêter la victoire du retrait israélien après 22 ans d'occupation (de 1982 à 2000). C'est dans son stade qu'il a prononcé son discours culte à la Mao Tsé Tong, qu'« Israël » est plus fragile qu'une toile d'araignée », « l'impérialisme n'est-il pas « un tigre en papier ».

Netanyahou n'a pas oublié la phrase culte, il a tenté à plusieurs reprises d'entrer à Bent Jbeil pour dire à Nasrallah nous sommes de retour mais il n'a pas réussi. 13 chars israéliens et des Breaker Hammer ont été détruits par des résistants qui surgissaient de sous les décombres. Bint Jbeil est surnommée par les sudistes la ville miracle de l'histoire, la résistance a établi une culture de résistance et de bravoure sans précédent : un résistant ne se rend jamais, peu importe les sacrifices consentis.

Une troisième bataille c'est celle de Zawtar-Orientale qui a étonné les stratèges militaires : les combattants avaient piégé le passage que les chars israéliens doivent emprunter pour traverser le Litani



vers Nabatieh, et ce fut le cimetière des Merkava, de Breaker Hammer et des dizaines de victimes dont le général de l'unité 93 de Tsahal. C'était le second après le général de l'unité 36.

Donc l'aviation israélienne frappe des objectifs civils et détruit des infrastructures à Nabatieh au nord de Litani, et à Tyr, voir même dans la capitale Beyrouth mais derrière eux, il y a des poches qui résistent sur tout le long des villages frontaliers.

La grande leçon apprise par la résistance depuis la guerre de soutien à Gaza qui lui a été très couteuse, c'est le retour à la technique de la guérilla et du concept de la guerre populaire de longue durée.

Cette bravoure puise sa force de plusieurs éléments :

Du rapport organique comme le dit Gramsci entre combattants et masses ; le combattant se fond dans la masse et se met en danger pour la protéger (le bâton de Sinwar est devenu mythique, il symbolise le chef qui tombe dans la bataille. Au Liban-Sud, comme à Gaza, tous les membres de la direction de la résistance ont été décimés au cours du combat, familles et enfants avec. (Ismael Hanieh a perdu 5 enfants, Khalil El-Hayeh 4, Nasrallah un enfant...). Donc les dirigeants de Al-Kassam, et de Al-Radwan participaient corporellement aux combats.

La technique de la guérilla, ou la vietnamisation de la résistance armée, cette technique héritage de tous les combattants du monde empruntée aux Vietnamiens, aux Coréens et aux Latins, aux Algériens, aux Palestiniens, a eu son impact sur les combattants...

Le concept doctrinaire sur le martyr : « Choisir de sortir de l'histoire sans honneur ou se sacrifier en martyr », n'est pas forcément un concept religieux : « cette doctrine incitant à ne pas craindre la mort, n'a pas pour but se désintéresser de la vie mais au contraire l'idée est de respecter la vie ». On la retrouve aussi chez les Libertadors anti-impérialistes communistes. Le Che disait « il faut opérer un choix entre une vie flétrie et servile ou se sacrifier pour une cause noble et juste ».

Le mot d'ordre des combattants Palestiniens, c'était vaincre ou mourir, inspirée du Che « Hasta la victoria siempre. Patria o Muerte. ». Tous les discours de Abou Obayda, le porte-parole des brigades El-Kassam, diffusé par la chaîne Ajjazira et très attendu tous les soirs, avait cette phrase pour leitmotiv. « C'est un Jihad : Victoire ou martyr »

Cette doctrine est une source du courage inouï : « **Le tyran meurt et son règne prend fin, mais la mort du martyr est le début de son règne** », dit le théologien danois Soren Kierkegaard...

A la question si les combattants du Hezbollah seraient-ils les nouveaux Communards. ? La réponse est oui. La comparaison tient du point de vue patriotique...

Marx considérait la guerre déclenchée par la bourgeoisie sur la Commune, des 2 côtés de la frontière, comme « la plus terrible guerre des temps modernes, le vaincu et le vainqueur fraternisent pour massacrer ensemble les Communards. » Et Marx expliquait comment les Prussiens encerclaient Paris et négociaient avec les Versaillais en ayant cédé après la défaite, l'Alsace et une partie de la Lorraine...

Dans « la guerre civile en France », Marx explique que jamais les Communards n'ont cédé au patriotisme d'antan de la République, de la Révolution française attaquée par tous les despotismes européens : le mot d'ordre fut : « Valmy, la patrie en danger ».

De son côté, Lénine revient là-dessus dans « l'Etat et la Révolution » et explique que « Le défaitisme de la bourgeoisie c'est justement la continuation de la lutte des classes ! »

La patrie des Communards qui se veut universelle et ensuite dotée de l'espoir de reconfigurer le territoire de France en fonction des conquêtes des communes fédérées, n'a pas abouti, elle fut noyée dans le sang dans plusieurs villes.

22 Juin 2026

UN GRAND BOND DANS LA RÉALITÉ : LE VENEZUELA AUJOURD'HUI

Par Bernard Tornare, Par Chris Gilbert, Cira Pascual Marquina

« Ce que nous savons de ce qui se passe... confirme l'orientation révisionniste de la politique actuelle... les acquis sont en voie de liquidation. En ce qui concerne la politique étrangère... l'impérialisme des États-Unis est dénoncé de moins en moins. Ses interventions dans la vie d'autres peuples sont même souvent perçues comme "positives"... La lutte contre la droite bourgeoise est à peine mentionnée ».

Qui a écrit ces lignes ? S'agit-il de l'une des

nombreuses voix de la gauche internationale dénonçant le gouvernement vénézuélien actuel ? Les similitudes sont frappantes, mais il s'agit en réalité du maoïste français Charles Bettelheim, démissionnant en 1977 de l'Association d'amitié franco-chinoise. En somme, un moment de « hasta aquí » (s'en laver les mains) de la part d'un intellectuel de premier plan il y a près d'un demi-siècle.

Avec les nouvelles politiques « révisionnistes » de la

Chine, qu'il considérait comme pro-capitalistes, Bettelheim rejetait également la propagande grossière utilisée pour dénoncer la Bande des Quatre, dont Jiang Qing, épouse de Mao lui-même. Comment des révolutionnaires célébrés à un moment donné pouvaient-ils être si violemment condamnés l'instant d'après ? Tout cela vous semble-t-il familier ?

En réalité, les observations comme les critiques de Bettelheim rappellent étrangement celles de nombreux observateurs préoccupés du Venezuela aujourd'hui.

Le regard depuis le centre impérial

Aujourd'hui, parmi de nombreux militants de solidarité avec le Venezuela et leurs sympathisants dans le Nord global, l'extradition d'Alex Saab vers les États-Unis la semaine dernière est devenue un point de rupture symbolique similaire. Pour eux, cette affaire constituerait la preuve définitive que le processus bolivarien a franchi une ligne impardonnable.

Pourtant, il est à la fois révélateur et étrange que l'on en vienne à mesurer la révolution vénézuélienne à l'aune d'un seul individu. En réalité, cette réaction disproportionnée ne peut se comprendre que si l'on considère que la campagne #FreeAlexSaab constituait, pour beaucoup de ces militants, leur seule forme d'engagement concret avec le Venezuela. Nombre d'entre eux ont cru, à tort, que Saab — en réalité plus proche de Meng Wanzhou que du Che Guevara — incarnait une figure révolutionnaire du XXI^e siècle.

Tout cela met en lumière combien il est problématique d'évaluer une révolution à partir d'une expérience distante et partielle. Ici, au Venezuela, parmi les chavistes de base, on ne retrouve pas cette fixation obsessionnelle sur Saab, pas plus d'ailleurs que sur le récent — et effectivement humiliant — « simulacre d'évacuation » impliquant des avions militaires états-uniens.

Cela ne signifie pas que les gens aient applaudi l'extradition ou qu'ils soient indifférents à ces événements. Mais au niveau des communes et des barrios, parmi celles et ceux qui ont passé des décennies à construire le pouvoir populaire tout en subissant les sanctions états-uniennes, la violence fasciste et les agressions impérialistes incessantes, il existe peu d'appétit pour les ruptures spectaculaires que certains observateurs étrangers semblent appeler de leurs vœux.

Qui a le droit de dire « hasta aquí » ?



Qu'il s'agisse de l'affaire Saab ou d'une autre concession ou erreur du gouvernement, de nombreux intellectuels et militants internationaux abordent les processus révolutionnaires comme si leur rôle principal consistait à déterminer le moment exact où la fidélité doit cesser — le moment où ils peuvent enfin déclarer : « hasta aquí ».

Cette posture de gardien du seuil porte souvent une tonalité arrogante, liée à une position de classe et à un chauvinisme propre aux grandes puissances. Elle suppose que ceux qui vivent au cœur de l'impérialisme disposent de l'autorité pour décréter la légitimité — ou la mort — de luttes menées ailleurs, par des peuples qui y ont engagé leur vie et celle des générations futures.

Nous pensons que ce ne sont pas les observateurs internationaux, mais les bases chavistes — celles et ceux qui soutiennent ce processus révolutionnaire depuis vingt-sept ans, qui ont enterré leurs morts, résisté aux sanctions et à la déstabilisation, et qui continuent, lentement et obstinément, à construire des communes — qui doivent avoir le plus de poids dans ce débat.

La vérité du terrain

Revenons à la Chine et à Bettelheim. Tout ce qui a suivi dans l'histoire de ce pays montre que le verdict qu'il formulait en 1977 était spectaculairement erroné. Les réformes mêmes qu'il voyait comme une trahison ont en réalité sauvé la révolution.

Neil Burton, lui répondant depuis son lieu de travail en Chine, suggérait respectueusement que l'intellectuel français ne parvenait pas à saisir les événements parce que les schémas qu'il utilisait étaient trop rigides. Burton soulignait également que Bettelheim ne parlait ni ne lisait le chinois et n'était pas sur place pour vivre directement les événements.

Si nous évoquons cette erreur — reproduite à l'époque par de nombreux intellectuels de gauche à travers le monde — ce n'est pas parce que nous pensons que le Venezuela connaît aujourd'hui un processus identique à la « Réforme et ouverture » chinoise. C'est parce que nous sommes convaincus que beaucoup, à gauche, commettent une erreur similaire en déclarant prématurément la fin de la révolution bolivarienne ou la trahison de sa direction. Soyons clairs : le Venezuela traverse une période de défis sans précédent et de grands dangers. En réalité, quiconque prétend comprendre totalement la situation ou la voie à suivre ne dit pas la vérité. Personne ne peut non plus affirmer avec certitude que nous triompherons dans la lutte contre l'impérialisme.

Mais dans une situation encore ouverte, pourquoi parier si fermement sur la défaite ? Et pourquoi discréditer précipitamment la direction chaviste — une direction construite par le peuple lui-même au fil des décennies — d'une manière qui pourrait justement contribuer à cette défaite ?

Une « Longue Marche » sous sanctions

Les intellectuels de la gauche internationale, dont beaucoup ont construit des réseaux pour projeter leurs propres voix, feraient bien de réfléchir à leur manière d'être au monde, à leur mode d'intervention.

Trop souvent, être un intellectuel de gauche a signifié « avoir raison sur tout », « détenir les faits et les réponses » et, surtout, démontrer en quoi les autres ont tort. Or ce n'est pas cela être révolutionnaire au sens historique. Être révolutionnaire, c'est être une partie organique d'un mouvement. Cela signifie que la révolution compte davantage que la réputation individuelle.

Dans son livre fascinant *Red Star Over China*, Edgar Snow raconte que lorsque les révolutionnaires chinois lui confiaient leur histoire, la dimension personnelle disparaissait dès qu'ils évoquaient leur entrée dans la révolution. À partir de ce moment, observait Snow, un communiste « se perdait lui-même » : on n'entendait plus que des récits de l'Armée, des Soviétiques ou du Parti. L'individu cessait d'être un « je » pour devenir un « nous ».

Quel contraste avec le monde actuel, où les influenceurs en ligne — modèle dominant de la vie intellectuelle contemporaine — ne cessent de rappeler comment, en tant qu'individus, ils sont attaqués, avaient raison auparavant, etc.

Une expérience forgée dans l'épreuve

La Chine et le Venezuela sont évidemment très différents. Mais, comme les révolutionnaires chinois, nombre d'entre nous au Venezuela ont traversé une véritable épreuve du feu — une sorte de « Longue Marche » au cours des années 2010, marquées par des difficultés et des revers multiples.

Cette expérience a inscrit une certaine humilité dans les consciences. Elle marque une différence qualitative avec de nombreux intellectuels du Nord global, dont les pratiques restent centrées sur leurs idées, leur réputation ou leur justesse théorique.

À l'inverse, la plupart des travailleurs et intellectuels organiques du Venezuela savent que la révolution est un processus colossal, tellurique. Elle connaît d'innombrables hauts et bas, emprunte parfois des détours apparemment inexplicables. Mais elle ne peut être déclarée « morte », même dans un moment de stagnation apparente, pas plus que ne l'était le

processus révolutionnaire du XIX^e siècle en France, que Marx comparait à une taupe poursuivant son travail souterrain, parfois invisible.

Les règles du débat révolutionnaire

Un processus révolutionnaire est un maître exigeant. Par l'expérience, la révolution bolivarienne a inscrit de nombreuses leçons concrètes dans des millions de consciences.

L'une d'elles est que les divisions au sein du chavisme doivent être évitées. La loyauté face à l'impérialisme — même lorsqu'elle peut sembler aveugle, dans l'esprit du slogan « Dudar es traición » (Douter, c'est trahir) — est toujours préférable. Nous avons souvent dû renoncer à vouloir « avoir raison » aux yeux de la classe intellectuelle globale. Ce qui compte, c'est la révolution. Mieux vaut passer pour des imbéciles que la voir échouer.

Cela dit, le débat interne à la révolution est bienvenu. Comme le disait Fidel à un moment critique du processus cubain : « Dans la révolution, tout ; contre la révolution, rien. »

Mais celles et ceux du Nord global qui souhaitent y participer doivent être attentifs au problème du chauvinisme des grandes puissances, en particulier à la tendance à s'imposer dans des débats qui devraient être menés avant tout par celles et ceux qui vivent et luttent dans le pays. De meilleures connexions internet, une plus grande visibilité, des salaires institutionnels plus élevés et des conditions de vie moins précaires permettent facilement aux intellectuels étrangers d'écraser, voire de faire taire, les voix de ceux qui affrontent directement les contradictions du processus.

L'impérialisme et la question décisive

Ces questions avaient déjà été anticipées par Lénine dans ses écrits sur le chauvinisme de grande puissance et sur les relations entre nations dominantes et dominées. Dans ses Thèses sur la question nationale et coloniale de 1920, il affirmait que des siècles de domination produisent inévitablement une méfiance légitime envers les populations des puissances impériales, y compris leurs travailleurs et intellectuels souvent complices.

Les révolutionnaires issus de ces nations dominantes ont donc, selon lui, une responsabilité particulière : agir avec « attention et délicatesse », et être prêts à faire des concessions politiques pour surmonter la méfiance accumulée.

L'humilité doit donc être de mise. Ce n'est pas le moment pour des déclarations théâtrales annonçant que « tout est fini », ni pour des jugements à la Hamlet où chaque contradiction devient une trahison.

Trop souvent, ces postures relèvent davantage d'une catharsis que d'une analyse sérieuse.

En réalité, personne — ni au Venezuela ni ailleurs — ne détient de réponse définitive à la question centrale : comment le projet anti-impérialiste, et en dernière instance socialiste, initié en 1999, ou plus largement le projet émancipateur inauguré par Simón Bolívar et les masses vénézuéliennes il y a plus de deux siècles, peut-il continuer à avancer face à un impérialisme états-unien aux capacités militaires accrues et prêt à franchir de nouvelles lignes rouges ?

Un défi continental

Plus largement, toute l'Amérique latine est confrontée à ce problème. Aucun peuple, aucun gouvernement — ni au Brésil, ni en Colombie, ni au Mexique, ni à Cuba — n'a trouvé de solution définitive.

C'est pourquoi le moment exige non seulement de la modestie, mais aussi le refus des postures factionnelles et chauvines. Les enjeux sont immenses, mais les ressources le sont aussi : toute la richesse accumulée par des années de lutte et de victoires révolutionnaires.

C'est un moment pour que les révolutionnaires d'Amérique latine et d'ailleurs se rassemblent autour d'une tâche commune : vaincre l'ennemi principal.

Traduction Bernard Tornare Source en anglais

Chris Gilbert est professeur de sciences politiques à l'Université bolivarienne du Venezuela, rédacteur collaborateur à la revue Monthly Review et auteur de Commune or Nothing! Venezuela's Communal Movement and Its Socialist Project (Monthly Review Press), parmi d'autres ouvrages et articles. Avec Cira Pascual Marquina, il a fondé et coanime Escuela de Cuadros, un programme éducatif marxiste et un podcast.

Cira Pascual Marquina est une éducatrice populaire de la Pluriversidad Patria Grande, l'initiative éducative de la commune d'El Panal. Elle est également membre du Réseau international de démocratie communautaire. Avec Chris Gilbert, Pascual Marquina est co-auteur de Venezuela, the Present as Struggle : Voices from the Bolivarian Revolution (Monthly Review Press), de la série de livres Resistencia comunal frente al bloqueo Imperialista (Observatorio Venezolano Antibloqueo) et Protagonistas : construcción comunal en tiempos de bloqueo Imperialista (Observatorio et PT). Ils sont également fondateurs et hôtes de l'Escuela de Cuadros.

RECENSION DU LIVRE DE DOMINICO LOSURDO SUR LE « MARXISME OCCIDENTAL »

Selim Nadi

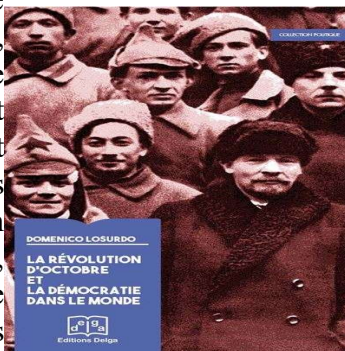
« Croire que la révolution sociale soit concevable sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc., c'est répudier la révolution sociale. [...] Quiconque attend une révolution sociale « pure » ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution ». Lénine, « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (1916).

Dans Western Marxism: How it was Born, How it Died, How it can be Reborn Monthly Review Press, New-York, 2024) — désormais disponible en anglais grâce à Monthly Review Press — Domenico Losurdo (1941 – 2018) propose une analyse magistrale du marxisme occidental, qu'il considère comme une construction idéologique largement déconnectée des luttes concrètes et des expériences révolutionnaires réelles. Avec une érudition impressionnante et un regard acerbe, il démonte les illusions d'une tradition intellectuelle qui, sous couvert de radicalité, a souvent tourné le dos aux grandes révolutions du XXe siècle et s'est avérée, de fait, complice des structures impérialistes

qu'elle prétendait combattre.

Losurdo est surtout connu pour sa magistrale Contre-histoire du libéralisme — et parfois critiqué pour son livre sur la légende noire de Staline — mais son livre sur le marxisme occidental offre sans doute le résumé le plus clair de sa pensée politique. Domenico Losurdo fut un philosophe et historien marxiste italien — qui a également écrit sur Nietzsche, Hegel et Gramsci) — dont l'engagement politique et intellectuel s'inscrit dans la lutte contre l'impérialisme et la défense du socialisme.

Né en Italie au moment où le nazisme tentait d'anéantir l'URSS, il grandit dans un pays marqué par la reconstruction d'après-guerre et l'opposition entre le puissant Parti Communiste Italien (PCI) et l'influence grandissante des États-Unis. Militant dès l'âge de 19 ans, il adhère au PCI en 1960. Cependant, face aux divisions du mouvement communiste international, notamment après la scission sino-soviétique, il quitte le PCI en 1969 pour rejoindre le Partito Comunista d'Italia (PCd'I), orienté vers la Chine maoïste. Pendant les années 1970, il écrit régulièrement pour la presse communiste et participe activement au débat théorique sur le marxisme. À la chute de l'URSS en 1991, alors que nombre d'intellectuels occidentaux proclament la fin du communisme, Losurdo refuse l'abandon et s'engage dans le Partito della Rifondazione Comunista (PRC), qui rejette la mutation du PCI vers la social-démocratie. Plus tard, il milite au Partito dei Comunisti



Italiani (PdCI), qui cherche à préserver l'héritage du PCI originel. Son engagement est marqué par une volonté constante de défendre un communisme critique, attentif aux réalités historiques et débarrassé des dogmes idéologiques. Malgré ce qu'en disent certains détracteurs, Western Marxism est un bon exemple d'un tel communisme critique.

Par ailleurs, Losurdo a également été un universitaire prolifique, professeur de philosophie à l'Université d'Urbino, où il s'est spécialisé dans l'histoire de la pensée bourgeoise et l'évolution du marxisme. Son travail, souvent en dialogue avec le marxisme non-occidental, a été grandement facilité par sa collaboration avec Erdmute Brielmayer, intellectuelle allemande et sa compagne, qui a joué un rôle essentiel dans la traduction et la diffusion de ses écrits à l'international. Toute sa vie, Losurdo a défendu une vision du marxisme ancrée dans les luttes concrètes, en opposition à l'intellectualisme eurocentré du marxisme occidental, qu'il considérait comme une tradition déconnectée des réalités de la lutte des classes et des combats anticoloniaux. Son œuvre continue d'influencer les débats marxistes contemporains, notamment par son analyse critique de la pensée bourgeoise, son rejet du fatalisme défaitiste et son attention aux transformations du socialisme dans le monde, en particulier en Chine.

L'une des thèses majeures de Losurdo dans, Western Marxism, est assez simple : le marxisme occidental est un marxisme de la défaite. Il s'est constitué en opposition aux expériences socialistes concrètes, où les opprimés et exploités ont effectivement pris le pouvoir – notamment en URSS et en Chine – et a préféré se réfugier dans des spéculations philosophiques abstraites, souvent teintées d'eurocentrisme et d'un mépris à peine voilé pour les luttes de libération nationale du Sud global. En un mot, il s'agit d'un marxisme qui, au lieu d'assumer le combat pour le pouvoir, s'est retranché dans l'univers feutré de l'université et des revues intellectuelles occidentales. Par ailleurs, Gabriel Rockhill et Jennifer Ponce de León, dans l'excellente introduction au livre de Losurdo, rappellent que, pour Losurdo, les termes d'« Occident » et d'« Orient » ne renvoient pas uniquement à des réalités géographiques, mais désignent plus largement deux orientations politiques distinctes, présentes à l'échelle mondiale. L'une s'inscrit dans une démarche complexe et progressive de construction du socialisme dans un contexte dominé par le capitalisme, notamment au sein du Sud global, où ces dynamiques se sont principalement développées. L'autre, en revanche, tend à minimiser

ces efforts concrets, rejetant souvent les luttes contre l'impérialisme au motif qu'elles ne correspondraient pas à une exigence idéalisée de pureté théorique ou morale.

En retraçant avec rigueur l'histoire et les contradictions de la tradition marxiste, Losurdo propose non seulement une critique féroce du marxisme académique dominant en Occident, mais aussi une esquisse de ce que pourrait être une renaissance véritable du marxisme révolutionnaire. Cet ouvrage, polémique et érudit, s'impose ainsi comme une lecture incontournable pour quiconque souhaite comprendre les limites structurelles du marxisme occidental et les conditions de son dépassement.

Quiconque entend le terme de « marxisme occidental » pense certainement en premier lieu à l'ouvrage du même nom, écrit par Perry Anderson en 1976. Il n'est donc pas inutile de revenir brièvement sur les critiques que Losurdo adresse à Anderson. Dans Western Marxism, Domenico Losurdo entreprend une critique approfondie du marxisme occidental tel qu'il a été conceptualisé par Perry Anderson. Dans son livre, Losurdo dénonce ce qu'il considère comme des biais eurocentristes, idéalistes et déconnectés des luttes concrètes qui ont façonné l'histoire du marxisme au XX^e siècle.. Anderson soutient que l'incapacité des révolutions socialistes à s'étendre au-delà de la Russie, ainsi que la prétendue corruption du régime soviétique, ont conduit les marxistes occidentaux à se replier sur l'université et sur des questions philosophiques et esthétiques, délaissant les enjeux politiques et économiques. Cette vision est, selon Losurdo, fondamentalement eurocentrée et ignore les victoires révolutionnaires en Asie, en Afrique et en Amérique latine, où les luttes communistes ont connu des avancées significatives malgré la répression impérialiste. Un autre point central de la critique de Losurdo est que le marxisme occidental, tel que le décrit Anderson, s'éloigne des luttes populaires et de la praxis révolutionnaire. Anderson célèbre la « radicale nouveauté » des intellectuels marxistes occidentaux qui s'intéressent à la culture bourgeoise et aux débats théoriques, au détriment de l'action politique et de l'organisation des masses. Losurdo oppose cette approche à celle des marxistes du Sud global, qui ont mis en œuvre des stratégies de transformation sociale en se confrontant directement aux structures de pouvoir existantes. Losurdo reproche également à Anderson une vision réductrice du socialisme réellement existant. Anderson affirme que la « stalinisation » du

mouvement communiste a transformé l'URSS en un « arrière-pays semi-lettré » et que la pensée bourgeoise a regagné une supériorité intellectuelle sur la pensée socialiste. Pourtant, selon Losurdo, ces affirmations ne tiennent pas compte des avancées culturelles et sociales portées par les expériences socialistes, ni du rôle essentiel joué par ces régimes dans la défaite du fascisme et l'émancipation des peuples colonisés. En réponse aux limites du marxisme occidental tel que conceptualisé par Anderson, Losurdo appelle à une réconciliation entre la théorie et la pratique révolutionnaire. Il plaide pour un marxisme qui ne se limite pas à une critique académique du capitalisme mais qui s'engage activement dans les luttes contemporaines. Il rejette l'idée que le marxisme doive être un exercice purement intellectuel et insiste sur la nécessité d'un socialisme ancré dans les réalités concrètes des classes opprimées.

La distinction, proposée par Losurdo, entre marxisme occidental et oriental est donc avant tout politique et stratégique. Elle trouve son origine dans deux événements fondateurs : 1914 et 1917. La Première Guerre mondiale (1914) marque une rupture décisive au sein du mouvement ouvrier européen. Tandis que la majorité des partis socialistes trahissent l'internationalisme prolétarien en soutenant l'effort de guerre de leurs bourgeoisies nationales, une minorité révolutionnaire (Lénine, Luxembourg, Liebknecht) maintient l'idée d'une transformation radicale de la société. La Révolution d'Octobre (1917) constitue le second tournant majeur : avec la prise de pouvoir des bolcheviks, le marxisme cesse d'être une simple critique du capitalisme pour devenir un projet d'organisation du pouvoir et de construction d'un État socialiste. À partir de ce moment, une fracture s'installe : d'un côté, un marxisme qui assume le pouvoir et tente de répondre aux défis concrets de la transition socialiste; de l'autre, un marxisme qui se détourne de cette expérience et se replie dans la sphère universitaire et philosophique. Ce dernier, que Losurdo nomme marxisme occidental, va progressivement se détacher des préoccupations stratégiques du marxisme révolutionnaire pour se concentrer sur des débats théoriques souvent stériles, voire hostiles aux expériences socialistes réellement existantes.

L'un des aspects les plus percutants du livre réside dans la critique que Losurdo adresse à la faillite du marxisme occidental face à la question coloniale. Alors que l'URSS et la Chine ont joué un rôle central dans l'appui aux mouvements de libération nationale du XXe siècle, la plupart des intellectuels marxistes

occidentaux sont restés indifférents, voire méprisants, envers ces luttes. Un exemple criant est l'aveuglement de l'École de Francfort sur ces questions : Adorno et Horkheimer, tout en se présentant comme des critiques radicaux du capitalisme, ignorent largement la dynamique impérialiste et les luttes anticoloniales. Pire, Horkheimer ira jusqu'à soutenir l'intervention américaine au Vietnam au nom de la « défense des droits de l'homme ».

Le rejet de la révolution chinoise et des luttes du Tiers-Monde : alors que la révolution maoïste marque un tournant majeur dans l'histoire du socialisme, des intellectuels occidentaux comme Althusser ou Marcuse restent profondément ambivalents, préférant se focaliser sur des débats conceptuels internes à la tradition marxiste européenne. Losurdo montre ainsi que le marxisme occidental s'est enfermé dans un prisme eurocentré, incapable de concevoir la révolution autrement que dans un cadre européen et ouvrier. Ce mépris pour les expériences révolutionnaires du Sud global est, selon lui, l'un des péchés originels du marxisme occidental, qui a préféré une radicalité de salon à l'engagement dans les luttes concrètes de l'histoire mondiale.

Un autre axe majeur du livre concerne la dégénérescence du marxisme occidental en une pure théorie critique, une évolution qui culmine avec les penseurs postmodernes (Foucault, Derrida, Agamben, Hardt et Negri). Selon Losurdo, cette tendance intellectuelle a contribué à désarmer le marxisme en le privant de sa capacité stratégique. En réduisant l'histoire à un jeu de discours et de représentations, le postmodernisme évacue la lutte des classes comme moteur de l'histoire. En se méfiant de toute forme d'organisation structurée, il rejette l'idée même de pouvoir populaire, au profit d'une « résistance » perpétuelle et désincarnée. En cherchant sans cesse à déconstruire plutôt qu'à construire, il remplace la praxis révolutionnaire par une critique infinie et paralysante. Cette mutation du marxisme en un simple outil académique a eu des conséquences désastreuses : elle a privé les mouvements révolutionnaires d'un cadre stratégique cohérent et a facilité l'intégration du marxisme dans l'appareil idéologique dominant.

Face à ce constat, Losurdo ne se contente pas de critiquer : il propose des pistes pour une revitalisation du marxisme en Occident. Pour cela, il identifie plusieurs axes essentiels :

- Un retour à l'histoire réelle des révolutions socialistes, en cessant de diaboliser a priori l'URSS, la Chine ou Cuba, et en cherchant à comprendre leurs succès et leurs

contradictions.

- Une reconnexion avec les luttes du Sud global, qui restent aujourd'hui l'épicentre de la contestation de l'ordre capitaliste mondial.
- Un dépassement du fétichisme théorique, pour redonner au marxisme sa fonction première : être un outil stratégique de transformation du monde, et non un simple objet d'étude académique.
- Pour Losurdo, le marxisme ne doit pas être un refuge intellectuel, mais une praxis révolutionnaire. C'est à cette condition qu'il pourra renaître.

Si ce livre est assez polémique – et qu'on peut discuter la vision que propose Losurdo des différentes prises de pouvoir, par les opprimés, dans le Sud global – il n'en reste pas moins une lecture essentielle, afin de quitter l'internationalisme abstrait de nombre de mouvements révolutionnaires occidentaux (et

notamment français). En effet, il semble que nombre d'internationalistes occidentaux soutiennent les peuples en lutte tant qu'ils restent perdants et s'en écartent dès lors qu'ils remportent des victoires ou qu'ils prennent le pouvoir d'Etat. Il n'est pas rare de trouver, même chez les marxistes les plus révolutionnaires, un fond libéral qui leur fait abandonner l'internationalisme à la moindre expérience concrète de prise du pouvoir dans le Sud. Western Marxism – comme la plupart des livres de Losurdo – est donc une lecture incontournable pour quiconque s'intéresse aux contradictions du marxisme contemporain. Avec une érudition impressionnante et une critique tranchante, Losurdo oblige à repenser les impasses d'un marxisme coupé des luttes concrètes et enfermé dans l'université. Un livre salutaire, qui fait voler en éclats bien des illusions et qui appelle à repenser concrètement ce que signifie être anti-impérialiste.

CP USA/Parti Communiste USA

Le mouvement ouvrier et la lutte pour un avenir ouvrier

Déclaration de la Commission du travail du CPUSA

adoptée par le Comité national du CPUSA

Que faudra-t-il pour inciter les millions de travailleurs non syndiqués à adhérer activement à des syndicats ? Peut-on convaincre les travailleurs américains de soutenir une politique étrangère fondée sur la paix et la solidarité internationale ? Pourquoi la réaction du mouvement syndical a-t-elle été si timide face à la plus vaste campagne anti-syndicale jamais menée par l'administration Trump, qui a privé 1,3 million de fonctionnaires fédéraux de leurs droits ? Comment notre mouvement ouvrier peut-il tirer profit des enseignements de la coalition et des réseaux croissants forgés en résistance aux exactions de l'ICE et aux atteintes aux droits démocratiques ?

Il ne s'agit pas de questions abstraites, mais de défis urgents et concrets qui définissent la crise et le potentiel du mouvement ouvrier américain actuel. Cette analyse examine les racines de cette crise, les contours de l'offensive monopolistique actuelle et les formes émergentes de lutte qui ouvrent des perspectives d'avenir.

L'état du mouvement ouvrier

Depuis des décennies, les travailleurs américains produisent une valeur toujours croissante. Depuis

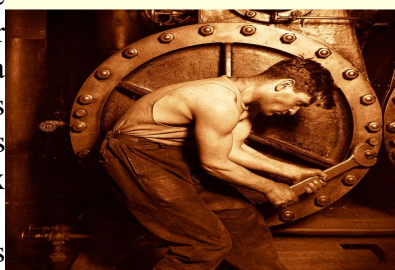
1948, notre productivité a bondi de 250 %. Notre classe génère aujourd'hui plus de richesse que n'importe quelle autre génération dans l'histoire. Pourtant, tandis que la productivité augmentait, les salaires des travailleurs stagnaient et l'exploitation s'intensifiait. La part de la valeur totale produite qui revient à la classe ouvrière sous forme de salaires a été systématiquement réduite, atteignant un niveau historiquement bas de 53,8% fin 2025.

L'emploi à temps plein est devenu plus précaire et la délocalisation a ravagé les communautés ouvrières.

Ces tendances ont engendré une crise profonde des inégalités. Les plus riches de la société, une oligarchie financière, possèdent désormais plus de richesses que les 95 % les plus pauvres de la population mondiale. À titre d'exemple, les entreprises du classement Fortune 500 ont accumulé la somme record de 1.870 milliards de dollars rien qu'en 2024. Les 10% d'Américains les plus fortunés détiennent 93% de toutes les actions, tandis que pour la moitié la plus pauvre des Américains, l'épargne-retraite moyenne est nulle.

Des décennies de stratégies de maximisation des profits – salaires comprimés, syndicats affaiblis et précarité de l'emploi orchestrée – ont préparé le

JACK LONDON



LE TALON DE FER

terrain à notre crise politique et économique actuelle. La volonté de la classe capitaliste d'appliquer rapidement l'IA et l'automatisation, qui, selon les analystes, supprimeront 25% du temps de travail, affaiblira davantage la négociation collective et dévalorisera la force de travail. Mais la combativité des travailleurs s'est également intensifiée en réaction à des décennies de salaires volés, d'exploitation accrue et à l'insécurité quotidienne inhérente au capitalisme.

Depuis le début de la pandémie mondiale, nous avons assisté à des grèves d'envergure dans les secteurs de l'automobile, de la santé, de l'industrie manufacturière, du divertissement, de la logistique et de l'éducation. Cette montée du militantisme ne se limite pas aux grèves officielles de grande ampleur. Elle englobe également d'innombrables actions collectives, souvent spontanées, sur les lieux de travail, notamment dans les secteurs des services, de l'alimentation et du commerce de détail, où les salaires sont bas.

Malgré cette activité et la forte approbation du public envers les syndicats (70%), notre mouvement continue de faire face à son défi le plus important : le taux de syndicalisation a chuté à environ 10% de la population active totale, et est encore plus faible dans le secteur privé. Si la syndicalisation progresse dans certaines régions, elle stagne dans les secteurs clés autrefois fortement syndiqués. La force du mouvement ouvrier repose sur sa capacité à être un mouvement de masse unissant tous les travailleurs. Sa capacité à diriger est donc compromise lorsque la proportion de travailleurs syndiqués diminue.

Les syndicats doivent obtenir des conventions collectives solides et consolider leur pouvoir par une action sectorielle et une lutte politique. Pour ce faire, il est indispensable d'organiser les travailleurs non syndiqués à une échelle inédite ces dernières années. Face aux licenciements massifs dus à l'automatisation et à l'offensive concertée des grandes entreprises, le mouvement ouvrier doit également trouver des moyens de fédérer les chômeurs au sein de son bloc. L'élaboration d'un programme politique indépendant, capable d'unir et de mobiliser la classe ouvrière multiraciale et multigénère, constitue une autre tâche essentielle.

Le mouvement syndical américain actuel présente de profondes contradictions. D'un côté, on observe des

signes évidents de progrès et de soutien populaire aux syndicats. Mais de l'autre, ces signes côtoient des faiblesses structurelles profondément ancrées au sein des syndicats, un climat politique hostile et l'offensive anti-ouvrière incessante du capital monopolistique – l'oligarchie financière – dont l'unique objectif reste la maximisation des profits.

Un héritage de collaboration et de division de classe

Pour bien comprendre notre situation actuelle, nous devons reconnaître la crise interne profonde qui trouve ses racines dans une longue histoire de politique collaborationniste de classe et anticomuniste au sein du mouvement ouvrier américain — de l'ère Gompers jusqu'à la direction de la guerre froide par George Meany et Lane Kirkland.

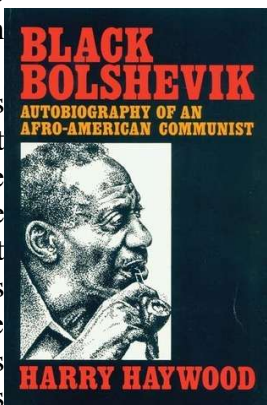
Les purges anticomunistes de l'époque McCarthy ont systématiquement éliminé les dirigeants les plus efficaces et les plus engagés dans la lutte des classes, et ont démantelé des syndicats entiers. Cela a ancré pendant des décennies une politique de collaboration de classes au détriment de la lutte des classes, et a même aligné les syndicats sur les intérêts impérialistes américains à l'étranger. Cela a également renforcé les forces racistes, xénophobes et suprématistes masculines, ainsi que les forces antidémocratiques, au sein des syndicats.

Il en a résulté un mouvement syndical affaibli, incapable de résister aux offensives monopolistiques de la période néolibérale qui a débuté au début des années 1980. Cette période a engendré un vide de leadership qui persiste encore aujourd'hui. Nombre de dirigeants et de travailleurs actuels ont peu d'expérience en matière de campagnes de syndicalisation ou de grèves d'envergure. De ce fait, le mouvement syndical est mal préparé à la crise actuelle.

L'offensive monopolistique

La crise actuelle doit être comprise comme une offensive stratégique du capital monopolistique. Il s'agit d'un projet concerté qui s'est intensifié en une guerre totale contre les travailleurs et les institutions démocratiques sous l'administration fasciste de Trump. Cette guerre progresse sur deux fronts : une attaque économique directe et une stratégie politique de division calculée.

Par exemple, le taux de chômage national est passé de 4,2% (7,6 millions) en novembre 2024 à 4,6% (7,83 millions) en novembre 2025, le chômage des personnes noires atteignant 8,3% et celui des jeunes 16,3%. L'emploi à temps plein a chuté de près d'un million de postes, et les licenciements ont dépassé 1,2



million. Au cours du premier mois de 2026, plus de 108.000 emplois ont été supprimés, soit le chiffre le plus élevé depuis la crise financière de 2009.

Le secteur manufacturier a perdu près de 70.000 emplois rien qu'en 2025, avec des coupes drastiques dans l'automobile : par exemple, plus de 1.000 suppressions de postes à l'usine « Factory Zero » de GM à Détroit et 1.600 prévues à l'usine de batteries Ford du Kentucky, qui vient d'obtenir la reconnaissance syndicale de l'UAW. Le tableau d'ensemble est tout aussi sombre. À peine 22.000 emplois ont été créés en août 2025, avec une perte nette de 41.000 au dernier trimestre de l'année, sans compter les licenciements massifs liés à l'automatisation, comme les 48.000 suppressions de postes chez UPS.

La suspension des projets éoliens en mer et la réduction des crédits d'impôt pour les énergies propres, décidées par l'administration Trump, ont directement entraîné de nouvelles suppressions d'emplois ; plus de 2 millions de postes sont désormais menacés. À ce jour, plus de 30.000 emplois dans le secteur des énergies propres ont été perdus à l'échelle nationale en une seule année.

Parallèlement à cette offensive économique, une campagne juridique et institutionnelle vise à paralyser le pouvoir des travailleurs. La répression anti-syndicale agressive est désormais monnaie courante et facilitée par un cadre juridique fortement biaisé en faveur de la classe capitaliste – mise en œuvre par le démantèlement délibéré d'institutions telles que le Conseil national des relations de travail (NLRB). Le limogeage de Gwynne Wilcox a privé le conseil de quorum pendant la majeure partie de l'année 2025, et les nominations anti-syndicales successives de Trump au sein du conseil ont pour objectif de rendre l'application du droit du travail pratiquement inexistante.

De plus, l'administration a lancé la plus vaste campagne anti-syndicale de l'histoire récente en privant près de 1,3 million de fonctionnaires fédéraux de leurs droits à la négociation collective. Cette mesure, perçue comme un avertissement clair au mouvement syndical et constituant une attaque directe, a plus que doublé le taux de chômage parmi les fonctionnaires fédéraux, qui a atteint 2,7%.

Puisqu'un mouvement syndical divisé ne peut résister efficacement, l'offensive monopolistique cible délibérément l'unité de la classe ouvrière en s'appuyant sur des critères raciaux, de genre et nationaux. Prenons l'exemple de l'exclusion massive de plus de 300.000 femmes noires du marché du

travail suite à l'abrogation des politiques de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI) et de discrimination positive. Il s'agit d'une attaque contre un pilier de l'organisation syndicale du secteur public, qui contribue activement à la reconstitution des hiérarchies raciales et de genre afin de tirer les salaires de tous les travailleurs vers le bas. Les superprofits de l'oligarchie reposent sur ces divisions. De même, l'intensification des raids de l'ICE contre les travailleurs immigrés vise à créer une main-d'œuvre surexploitée et à terroriser les travailleurs vulnérables pour les réduire au silence. Ainsi, les luttes pour l'égalité raciale, de genre, des immigrés et des personnes LGBTQ+ ne sont pas dissociées de la lutte syndicale ; elles sont essentielles pour surmonter les divisions qui paralysent notre force collective.

Le droit de vote est une question qui concerne les travailleurs.

L'offensive des entreprises contre la classe ouvrière s'étend jusqu'aux urnes. La privation du droit de vote des électeurs noirs, hispaniques et issus de la classe ouvrière par le biais du découpage électoral, des lois sur l'identification et des purges des listes électorales constitue une attaque préventive contre le pouvoir politique indépendant de la classe ouvrière. Par conséquent, la lutte pour le droit de vote est un enjeu de classe fondamental et une condition préalable à la construction d'un mouvement politique capable de contester les monopoles. La lutte des travailleurs pour la justice économique ne peut être gagnée sans la lutte démocratique pour une pleine représentation politique.

Dans ce contexte, les récentes victoires syndicales, bien qu'importantes, ne représentent qu'une infime partie des efforts nécessaires. En 2025, à peine plus de 82.000 travailleurs ont participé aux élections du NLRB, soit un pourcentage infime de la population active. L'attention excessive portée actuellement aux élections du NLRB et aux unités de négociation reconnues est insuffisante pour syndiquer les millions de travailleurs non syndiqués. Pour y remédier, le mouvement syndical doit lutter pour l'abrogation de la loi Taft-Hartley. L'adoption de la loi PRO par le Congrès constitue une première étape cruciale dans ce combat.

La question cruciale est pourtant de savoir comment construire un mouvement politique de classe ouvrière qui unisse les luttes économiques et démocratiques au sein d'une coalition anti-monopole dirigée par les travailleurs, capable de mobiliser et de maintenir un pouvoir politique indépendant.

La riposte du parti travailliste et les forces de

L'unité

Les manifestations de masse « Hands Off » et « No Kings Day » ont marqué un tournant décisif après que le mouvement de résistance n'ait pas réussi à s'implanter au début du second mandat de Trump. L'implication officielle de grands syndicats tels que l'United Electrical Workers (UE), la Communication Workers of America (CWA), le Service Employees (SEIU), l'American Federation of Teachers (AFT), l'United Auto Workers (UAW) et le National Nurses United (NNU) dans ces manifestations a témoigné d'une volonté délibérée de la part de certains segments du mouvement ouvrier de constituer un front plus large. Ils ont apporté au mouvement pro-démocratie une dimension prolétarienne et des revendications économiques concrètes.

Cependant, ces manifestations ont aussi révélé des faiblesses. Le mouvement syndical n'est pas parvenu à mobiliser ses membres en nombre suffisant, ce qui souligne une hésitation persistante au sein de certains syndicats. Après les manifestations, de nombreux travailleurs se sont demandés : « Nous avons manifesté... Que faire maintenant ? » Cette question souligne l'impérieuse nécessité de passer de mobilisations ponctuelles à une stratégie d'organisation fondée sur le développement d'organisations de classe durables, ancrées dans les lieux de travail et les quartiers.

Malgré ce problème, de nouvelles formes d'organisation syndicale ouvrent des perspectives prometteuses. L'approche « Négocier pour le bien commun », initiée par le Syndicat des enseignants de Chicago (CTU), lie explicitement les luttes contractuelles aux revendications communautaires en matière de logement, de défense des droits des immigrés, de justice climatique et d'égalité raciale. Ce mouvement reconnaît à juste titre que le pouvoir des travailleurs se renforce grâce à des coalitions solides – un principe également illustré par la participation significative des principaux syndicats aux actions du 1er mai 2025. Développer des coalitions syndicales-communautés robustes est impératif pour s'attaquer aux problèmes rencontrés au niveau local, tels que l'atteinte fédérale à la démocratie à Washington D.C.

Ce regain d'énergie est porté par une gauche de plus en plus large, présente au sein et autour du mouvement syndical, composée de militants de base issus des luttes pour les droits civiques, la paix, l'environnement, les droits des femmes, les droits des immigrés et la jeunesse. Cette frange de la population a été la principale force motrice incitant les syndicats à prendre position sur un cessez-le-feu à Gaza et

milite désormais pour un embargo sur les armes à destination d'Israël. Elle continue de transformer ses sections locales en organisations de lutte, capables et prêtes à défier directement l'oligarchie. C'est cette gauche qui devra contribuer à lancer de nouvelles actions de syndicalisation et à faire pression sur ses syndicats pour qu'ils adoptent des campagnes syndicales plus offensives.

La condamnation par le mouvement syndical de l'agression américaine contre le Venezuela marque une évolution significative et contraste fortement avec les hésitations antérieures. Les réactions rapides de l'AFL-CIO et d'autres syndicats, ainsi que les déclarations fortes de la NNU, de l'UE et de nombreuses sections locales et conseils syndicaux, témoignent d'une volonté croissante de contester la politique étrangère et la guerre menées par la classe dirigeante. Si leurs condamnations ont souvent abordé la question sous l'angle des abus de pouvoir présidentiels et de la défense de la Constitution, cette prise de position ouvre la voie à un débat plus large sur l'impérialisme. Elle révèle un courant actif et pacifiste au sein du mouvement syndical, qui se dote des moyens de contester la politique étrangère américaine comme un enjeu de classe, notamment en exigeant la réaffectation des dépenses militaires aux besoins nationaux.

De même, l'indignation collective des travailleurs face aux meurtres de Renee Nicole Good et d'Alex Pretti par l'ICE témoigne d'une volonté croissante de s'opposer aux violences d'État. Les réactions, qui ont largement lié la terreur de l'ICE à la défense des immigrés et à la sécurité de tous les travailleurs, font progresser le principe fédérateur du mouvement ouvrier selon lequel « une atteinte à l'un est une atteinte à tous ». Si l'analyse de classe explicite établissant un lien direct entre la terreur de l'ICE, le fascisme et l'oligarchie demeure principalement l'œuvre de la gauche syndicale, cette évolution montre également qu'une conscience politique plus profonde peut se développer.

L'opposition à l'occupation du Minnesota par le gouvernement fédéral dans le cadre de l'« Opération Metro Surge » a déclenché ce qui est devenu la « Grève générale du Minnesota » en janvier 2026. Une coalition de syndicats – dont l'AFL-CIO de l'État, la SEIU, l'AFT, l'ATU, la CWA et UNITE HERE – ainsi que des groupes communautaires de défense des droits civiques et religieux, ont mobilisé des dizaines de milliers de personnes pour une paralysie de l'État, exigeant le retrait complet de l'ICE du Minnesota. Ils ont présenté l'occupation fédérale comme une attaque

directe contre la classe ouvrière et ont délibérément fusionné l'action syndicale traditionnelle avec la lutte de la communauté contre les violences d'État. Cette action a illustré concrètement les principes essentiels et de longue date de l'alliance syndicale-noire et de l'alliance syndicale-latino, tout en démontrant le rôle indispensable de la classe ouvrière. Elle contenait les prémices d'un véritable mouvement anti-monopole.

Par ailleurs, les réseaux de base et même certains conseils syndicaux centraux militent pour des moyens plus coordonnés de manifester la force de la classe ouvrière à l'échelle nationale. Des discussions entre plusieurs syndicats, dont l'UAW, portent actuellement sur l'harmonisation des échéances des conventions collectives en vue du 1er mai 2028. Si une grève nationale généralisée exige des années de préparation, cette initiative témoigne de la demande croissante d'une approche axée sur la lutte.

Des groupes comme May Day Strong et Jobs with Justice continuent de se mobiliser pour soutenir les travailleurs qui agissent sans coordination hiérarchique de l'AFL-CIO. De même, les fonctionnaires fédéraux de base s'organisent par le biais du Federal Unionists Network (FUN), et la Coalition of Black Trade Unionists (CBTU) a joué un rôle de premier plan en adoptant une résolution appelant à une journée nationale de solidarité syndicale – une initiative qui gagne désormais du terrain au sein des conseils centraux du travail et des fédérations d'État à travers le pays, notamment auprès de la Coalition of Labor Union Women (CLUW).

Les initiatives en faveur d'une solidarité institutionnelle sont également cruciales. Par exemple, l'AFT est devenue le premier syndicat national à soutenir le boycott en cours de Target. Le retour du SEIU au sein de l'AFL-CIO constitue une autre avancée positive vers l'unité. Les organisations syndicales, telles que le Conseil du travail pour la promotion des Latino-Américains (LCLAA), l'Institut A. Philip Randolph, la CBTU, la CLUW et d'autres, peuvent contribuer à renforcer la solidarité et l'unité au sein de la classe ouvrière multiraciale, multigenre et multigénérationnelle.

Pourtant, la réaction globale du mouvement syndical demeure inégale. Si certains syndicats, malgré leur fragmentation, se défendent et s'engagent dans la lutte politique au sens large, d'autres se montrent prudents, réticents au risque ou trop centrés sur les intérêts de leur métier. Ceci révèle une fois de plus un défi majeur et non résolu. Des pans importants du mouvement syndical préfèrent gérer leur propre déclin plutôt que de s'organiser pour le combattre et

l'enrayer.

Pour un mouvement ouvrier axé sur la lutte

Néanmoins, le regain d'énergie et la prise de conscience de classe croissante au sein de la base sont des atouts indéniables. La solidarité est essentielle à la vitalité d'un mouvement ouvrier combatif. Ce qui a cependant fait défaut, c'est un soutien mutuel et organisé entre les syndicats et les luttes. Par exemple, la réaction timide de pans importants du mouvement ouvrier face à la répression anti-syndicale de 1,3 million de fonctionnaires fédéraux contraste fortement avec l'unité militante que requiert la situation actuelle. Une autre vulnérabilité importante réside dans le refus manifeste de pans entiers de s'attaquer de front à la menace fasciste émanant de l'administration Trump. Le danger de l'économisme – une vision étriquée centrée sur les questions matérielles et essentielles qui minimise la lutte politique – s'accroît dans ce contexte.

Par conséquent, pour accroître le pouvoir des travailleurs, nous avons besoin d'une stratégie multidimensionnelle, élaborée à la base et soutenue par la direction. Il nous faut des tactiques d'organisation dynamiques et novatrices qui dépassent les limites du processus inefficace du NLRB et qui permettent de fédérer des millions de travailleurs non syndiqués. Nous devons transformer en profondeur le droit du travail actuel et développer de nouvelles formes d'organisation, notamment pour les travailleurs sans emploi, dont le nombre ne cesse d'augmenter en raison de l'automatisation et des licenciements motivés par la recherche du profit.

Avant toute chose, nous devons construire un pouvoir politique indépendant pour la classe ouvrière. Cela implique de présenter aux élections des candidats syndicaux et communistes qui défendent les intérêts des travailleurs et qui œuvreront pour une réforme en profondeur du droit du travail. Notre mouvement doit s'engager activement dans les luttes démocratiques contre le racisme, pour les droits des immigrés, l'égalité des personnes LGBTQ+, les droits des femmes et la paix. Ces luttes sont essentielles à l'unité de la classe ouvrière.

Nous devons bâtir un programme syndical fédérateur qui s'oppose à la menace fasciste et propose une alternative pacifique. Ce programme devrait apporter une réponse stratégique à l'offensive monopolistique et au programme MAGA. À titre d'exemple, il pourrait promouvoir des initiatives unissant les luttes de classe et démocratiques, telles que la Transition Juste et la Troisième Reconstruction, défendues par Veterans for Peace et la Campagne des Pauvres. Il

pourrait servir de base à une coalition anti-monopole. Un tel programme devrait s'articuler autour d'une garantie fédérale d'emplois, afin de fournir des emplois syndiqués et de bâtir une économie verte et pacifique, financée par la taxation de l'oligarchie financière et du complexe militaro-industriel. Il doit s'agir d'un programme de lutte offrant une alternative décisive au programme fasciste de MAGA. Bien que n'étant pas explicitement socialiste, ce type de programme de transition permettrait à la classe ouvrière et à ses alliés de poursuivre le combat.

La mise en œuvre d'un tel programme syndical exige un investissement massif dans l'éducation politique de toutes les organisations ouvrières. Les travailleurs doivent être impliqués et engagés dans l'ensemble du processus, de sa conception à sa mise en œuvre, afin de garantir leur compréhension et leur adhésion. Pour assurer ce type de participation, il est nécessaire de renforcer l'unité de la gauche et du centre à tous les niveaux et de promouvoir activement la gauche au sein du mouvement syndical, capable de catalyser l'action directe et la prise de conscience de classe.

Internationalisme de la classe ouvrière

La montée du fascisme et des guerres impérialistes rend l'unité internationale de la classe ouvrière impérative. L'impérialisme américain attise activement le racisme et le nationalisme extrême à travers le monde et instrumentalise la crise migratoire. La condamnation croissante, par le mouvement ouvrier américain, de l'agression de la Maison-Blanche à l'étranger et les appels à la paix, de la Palestine au Venezuela, constituent un tournant majeur. Ces prises de position doivent se traduire par une action unie et continue, axée sur la lutte, avec les travailleurs et travailleuses de toutes convictions idéologiques à travers le monde, y compris au sein des fédérations internationales du travail, afin de s'opposer à la montée du fascisme, du militarisme et de l'économie de guerre.

Les monopoles qui tirent les salaires vers le bas, détruisent les syndicats et exploitent les divisions au sein de la classe ouvrière américaine sont les mêmes forces transnationales qui exploitent les travailleurs du monde entier. Le système impérialiste se définit par l'exportation de capitaux et le partage du monde entre les grands monopoles, qui recherchent le profit maximal en dressant les travailleurs de tous les pays les uns contre les autres. Nos patrons sont internationaux ; par conséquent, notre résistance doit l'être aussi. La lutte contre une multinationale – qu'il s'agisse d'Amazon, de General Motors ou de Chevron – exige une stratégie consciente de solidarité et une

action coordonnée des travailleurs dans tous les pays où le monopole opère.

L'impérialisme a profondément fragilisé la classe ouvrière et mis à mal le mouvement ouvrier à l'échelle mondiale. Une poignée de monopoles financiers et technologiques pesant des milliers de milliards de dollars dominant désormais l'économie mondiale, couvrant l'industrie, l'agriculture, les transports et les communications. Ce système a radicalement bouleversé les rapports de force : le capital opère sans frontières, tandis que le travail y est confiné. Les entreprises disposent d'une capacité quasi illimitée à déplacer leurs investissements, cherchant à maximiser leurs profits en opposant les travailleurs de différents pays les uns aux autres. Parallèlement, les réglementations élaborées par les gouvernements dominés par le capitalisme restreignent sévèrement les droits et la liberté de circulation des travailleurs. De ce fait, ces derniers perdent leur pouvoir de négociation.

Les accords dits de « libre-échange » illustrent parfaitement cette dynamique. Conçus par les capitalistes, ils visent à maximiser leur liberté de circulation des investissements et à comprimer la main-d'œuvre au-delà des frontières, favorisant ainsi une course au moins-disant. Par exemple, les entreprises et les intérêts agricoles américains ont utilisé des subventions publiques pour inonder le Mexique de maïs à un prix inférieur au coût de production, ruinant ainsi les agriculteurs familiaux et les forçant à migrer vers les villes ou à traverser la frontière américaine. Là, le gouvernement américain, dominé par les monopoles, a imposé des obstacles juridiques impossibles à une migration ordonnée, plongeant les travailleurs dans l'« illégalité ». Cette tactique a créé une main-d'œuvre extrêmement exploitable – représentant environ 5% de la classe ouvrière américaine dans les secteurs de la viande, de l'agriculture et du bâtiment – et a généré d'énormes profits pour la classe capitaliste.

À l'échelle internationale, plus de 100 millions de travailleurs ont été déplacés de force, au profit du capital et au détriment de la classe ouvrière mondiale. Aux États-Unis, cette politique étrangère impérialiste a bénéficié du soutien des partis républicain et démocrate, ainsi que de certains segments du mouvement syndical.

Cette réalité fait de la lutte pour l'unité internationale de la classe ouvrière un impératif pratique. Pourtant, cette unité est activement sabotée par l'exacerbation du nationalisme et du racisme, qui alimentent l'idée fausse que les travailleurs partagent des intérêts

communs avec leurs exploiters contre leurs collègues d'autres pays. Des slogans comme « Achetez américain » ou « L'Amérique d'abord » perpétuent le mythe selon lequel les projets impérialistes américains — du contrôle du Groenland à l'octroi d'une liberté totale aux entreprises en Afrique ou en Amérique du Sud — profitent aux travailleurs américains. Cette idéologie affirme que la politique étrangère n'est pas une affaire de classe ouvrière.

En réalité, la lutte pour la politique étrangère est une question de classe. La classe ouvrière a des intérêts fondamentalement différents de ceux de la classe capitaliste sur des sujets tels que les accords de libre-échange, les guerres pour les ressources, les renversements violents de gouvernements étrangers et la militarisation de l'économie — autant d'éléments qui nuisent aux travailleurs. Des avancées majeures ouvrent la voie : initiatives syndicales pour la paix, comités internationaux, conférences, échanges et campagnes historiques comme la lutte contre l'apartheid ou les délégations syndicales à Cuba. La solidarité concrète, à l'image de la collaboration de l'USW avec les travailleurs du caoutchouc à l'échelle mondiale ou du soutien apporté aux grévistes de l'ILWU, montre la voie à suivre. Les batailles à venir, comme l'expiration de l'accord commercial ACEUM en 2026, exigent une réponse unifiée et internationaliste. Nous devons bâtir l'unité en Amérique du Nord et au-delà afin d'élaborer un programme commun de la classe ouvrière pour le commerce — un programme qui privilégie les droits des travailleurs, la protection de l'environnement et la souveraineté sur les profits des entreprises. Le défi qui incombe au mouvement ouvrier est de construire une action unie et continue avec les travailleurs de toutes les orientations idéologiques à travers le monde, au sein de fédérations internationales et par le biais de campagnes mondiales, afin de s'opposer au pouvoir monopolistique, à la montée du fascisme, au militarisme et à l'économie de guerre. Une politique étrangère qui défend la classe ouvrière est la condition sine qua non d'une véritable solidarité internationale.

La voie à suivre

Tous ces développements s'inscrivent dans le contexte de la crise croissante du capitalisme. Il s'agit d'une défaillance systémique du système, marquée non pas par une récession passagère, mais par un déclin permanent. Cette crise se manifeste par la contradiction entre une productivité en forte hausse et des salaires stagnants; par le recours désespéré à une économie de guerre parasitaire et destructrice pour la

planète; par le recours à des politiques fascistes pour diviser les travailleurs selon la race, le sexe et la nationalité; par la tentative d'anéantissement du mouvement ouvrier; et par l'abandon de toute prétention à un contrat social ou à une démocratie fonctionnelle.

Par conséquent, la survie à long terme de notre mouvement ouvrier dépend d'un diagnostic précis de cette crise systémique et de la définition d'une stratégie commune. Nous devons surmonter les vestiges d'un héritage historique de collaboration de classes; nous devons organiser une défense unie et militante; et nous devons élaborer une vision stratégique pour aider les millions de personnes non syndiquées à s'organiser en vue d'une action politique massive. Il ne s'agit pas seulement de recrutement syndical, mais de construire le pouvoir de la classe ouvrière dans son ensemble.

Un Parti communiste plus large, plus profondément enraciné et plus discipliné peut contribuer à cette lutte par sa présence active au sein de la classe ouvrière et des syndicats. Cette présence peut aider à développer l'analyse nécessaire, l'unité stratégique, le leadership et l'engagement indéfectible pour faire évoluer la lutte au-delà des combats défensifs vers un avenir socialiste où le peuple et la planète priment sur les profits. L'expérience de nos forces ouvrières et progressistes — du blocage généralisé de l'État du Minnesota contre les exactions de l'ICE aux initiatives syndicales pour la paix qui contestent les guerres impérialistes — nous a apporté des enseignements essentiels. Elle démontre que lorsque le mouvement ouvrier se positionne en chef de file au sein de larges coalitions engagées dans la lutte, aux côtés d'alliés communautaires, il peut mobiliser une force qui dépasse le cadre du lieu de travail et contribue à résoudre la crise systémique.

Cette pratique de solidarité en action, qui conjugue les luttes pour la justice économique, raciale, de genre et migratoire avec la revendication de la paix, engendre un nouvel optimisme et une conscience de classe plus affirmée. C'est précisément cette pratique qui constitue le fondement essentiel d'une large coalition ouvrière et communautaire capable de mener à bien une transformation profonde du système des monopoles. En définitive, les relations, la compréhension et le pouvoir collectif forgés par cette lutte sont les bases mêmes sur lesquelles une majorité ouvrière plus large peut s'organiser pour faire progresser la transition vers le socialisme.

31 janvier 2026